

Ils ont causé la mort de centaines d'algériens

La majorité des chauffages à gaz non conformes aux normes

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3646 - Mercredi 19 août 2015 - Prix : 10 DA

Cybercriminalité

Un facebookeur placé sous mandat à Boumerdès

Page 24

Alors qu'il est en congé

Visites inopinées de Boudiaf dans les hôpitaux de l'Est

Page 2

L'appel de la Libye aux pays frères

Par Mohamed Habili

La Ligue arabe devait se réunir, hier, au niveau des représentants pour statuer sur la demande libyenne de mener des attaques aériennes contre les positions de l'Etat islamique dans la ville de Syrte - qu'il contrôle depuis des mois - suite aux exactions commises par lui sur la population civile ces tout derniers jours. Le fait est qu'il y a très peu de chance pour que la réunion aboutisse à une résolution commune à l'ensemble des pays arabes, à la limite quel que soit son contenu. Si le sujet exclusif pour lequel elle avait été convoquée revêtait de l'importance pour tous (ou si à tout le moins elle avait été organisée à la demande expresse d'un pays influent, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar), ce n'était pas au niveau des représentants qu'elle se serait tenue, mais on se serait donné le temps de faire venir les ministres des Affaires étrangères eux-mêmes pour en discuter, dans l'intention évidente alors de s'accorder sur la suite à donner. Ce qui n'impliquerait pas d'ailleurs qu'il y aurait nécessairement entente dans ce cas sur une position commune, il n'y a plus en effet que sur la question palestinienne que cela arrive encore, mais du moins il apparaîtrait clairement que la situation libyenne est en train de devenir une question prioritaire pour la Ligue arabe, ce qu'elle n'est pas encore.

Suite en page 3

Les intimidations au nom de la religion se multiplient

Les femmes, premières cibles



Distribution et collage d'affichettes pour inciter les femmes à porter le voile, interdiction d'accès à des institutions publiques à cause de leurs tenues jugées indécentes et le blocage d'un projet de loi criminalisant la violence contre la femme, sont-ce des signes d'une société qui s'islamise ou qui se masculinise ?

Lire page 3

Après Mezrag, au tour de Djaballah, Mokri et Menasra

Les islamistes organisent leurs universités d'été en rangs dispersés

Page 3

La plasticienne Afaf Adjali

«J'aime réaliser des œuvres ayant un sens et un message»

Page 13

Ils ont causé la mort de centaines d'Algériens

La majorité des chauffages à gaz non conformes aux normes

■ Une enquête menée par les services de contrôle du ministère du Commerce sur les appareils de chauffage à gaz a conclu que la quasi-totalité des appareils contrôlés étaient non conformes aux normes exigées.

Par Yasmine Ayadi

Ce n'est pas la première fois que des enquêtes soient menées sur la qualité des appareils de chauffage et ce n'est également pas la première fois que de grandes quantités de chauffage soient interdites d'entrée en Algérie, mais les faits qui suivent les enquêtes et les interdictions n'y changent pas trop. La situation du marché des appareils de chauffage demeure la même et met en danger la vie des Algériens. Plusieurs dizaines de personnes trouvent la mort chaque année à cause de l'inhalation du monoxyde de carbone. Cette mort silencieuse a fait des centaines de victimes ces dernières années. Une enquête menée par les services de contrôle du ministère du Commerce sur les appareils de chauffage à gaz a conclu que la quasi-totalité des appareils contrôlés étaient non conformes aux normes exigées. Conduite entre fin 2014 et début 2015, cette enquête, effectuée à la suite d'une progression alarmante des cas d'accidents mortels liés à l'inhalation de monoxyde de carbone, indique que sur un total de 158 échantillons des appareils importés ou fabriqués localement, 155 étaient non conformes, soit près de 98% des appareils de chauffage contrôlés. «Le nombre de décès par inhalation de gaz a atteint des proportions alarmantes ces dernières années. Le monoxyde de carbone, qualifié de tueur silen-



cieux, est la principale cause d'intoxication accidentelle en milieu domestique», note le document. Le ministère du Commerce a décidé, sur la base de ce constat, de soumettre les

appareils de chauffage à gaz à un «contrôle systématique» tant au niveau des frontières que sur le marché national. Un contrôle analytique et visuel des prélèvements a été, en effet, effectué

systématiquement aux frontières et dans les unités de production, et transmis au laboratoire régional du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (Cacqe) de Constantine pour

s'assurer de leur conformité aux normes. A ce titre, les opérations de contrôle ont ciblé les opérateurs à tous les stades de la distribution entre importateurs, producteurs, grossistes et détaillants. Les principales infractions observées englobent l'absence du scellage des organes de pression (81 cas), le mode de raccordement au gaz (58), l'absence de prise de pression (47) et les températures des parties externes (19). Toutefois, une opération de mise en conformité touchant 49 échantillons, a permis de rendre conformes 44 appareils. En matière de pratiques commerciales relatives à la vente des appareils de chauffage, la même enquête dévoile l'existence de 312 infractions et l'établissement de 100 procès-verbaux sur les 1 442 interventions opérées. Il est à rappeler que durant les années précédentes 150 000 appareils de chauffage ont été interdits d'entrée en Algérie, reste à savoir si la loi et le contrôle s'effectuent concrètement, puisque le marché est déjà inondé par une production quasi totalement non-conforme aux normes.

Y.A.

Talai souligne le progrès d'Air Algérie

«Les travailleurs ont réalisé des performances satisfaisantes»

Le ministre des Transports qui n'avait pas hésité à reprocher le manque de qualité du service proposé par la compagnie nationale «Air Algérie» il y a quelques mois, a remercié aujourd'hui les travailleurs d'Air Algérie qui ont réalisé, selon lui, des performances satisfaisantes ces derniers mois... Air Algérie, une compagnie nationale qui n'a pas toujours été à la hauteur des espérances des voyageurs algériens, a fait des progrès remarquables et cela selon les déclarations du premier responsable du secteur des Transports qui a tenu à souligner récemment l'exploit de cette compagnie nationale. Après avoir reçu des critiques de la part des médias et des citoyens ainsi que les caricatur-

ristes et autres à cause des retards répétés et le manque de qualité du service proposé aux voyageurs, le ministre pour remédier à cette situation, avait alors indiqué d'un air fâché : «Soit nous nous donnons un coup de fouet et nous sauvons la compagnie, soit nous ouvrons la piste à d'autres et nous disparaîtrons». Le ministre a assuré aujourd'hui, après l'amélioration de certains services, que la compagnie nationale Air Algérie a tenu son pari durant cet été en assurant pleinement ses vols et dessertes en dépit de la forte affluence durant la saison estivale. Selon le ministre, les travailleurs d'Air Algérie ont réalisé des performances satisfaisantes durant cette saison estivale. Air Algérie

connu pour ses retards répétés et «agaçants» selon les voyageurs, a assuré ses vols au bon moment car sur 160 vols effectués durant ces dernières 48 heures, quatre ont enregistré des retards d'une demi-heure. Ces retards sont dus à des problèmes techniques ordinaires, assure le ministre conquis par les progrès de cette compagnie nationale. L'ensemble des travailleurs de la compagnie aérienne a réalisé durant cette période de saison estivale un exploit remarquable. «Les responsables d'Air Algérie et les travailleurs ont veillé au bon déroulement du programme des vols, à une bonne prise en charge des voyageurs et à une maîtrise parfaite des flux des passagers», estime le ministre : «Je me dois

l'obligation professionnelle de féliciter les auteurs à l'origine de cette dynamique et de cette reprise en main rapide et parfaite dans l'organisation des voyages». Par ailleurs, le ministre a indiqué que toutes les décisions prises dans ce sens dernièrement ont donné aujourd'hui des résultats. Il dira : «J'invite le personnel de la compagnie à redoubler d'efforts et à veiller au maintien de cette dynamique». Sur un autre chapitre, le ministre a estimé que la compagnie commence sérieusement à travailler et à mettre en place une stratégie pouvant la hisser au rang international. Espérons seulement que la compagnie nationale Air Algérie se perfectionnera de plus en plus avec le temps. **Thinhinene Khouchi**

Alors qu'il est en congé

Visites inopinées de Boudiaf dans les hôpitaux de l'Est

Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui était en vacances à El-Tarf, a profité de son séjour et de son repos, pour visiter inopinément les structures hospitalières de la région.

En effet, de El-Tarf à Guelma et Annaba en passant par Dréan, le ministre a effectué des visites-contrôles au pas de charge, des structures sanitaires des trois wilayas, le plus souvent à des heures où responsables et personnel médical étaient à mille lieues de s'attendre à son arrivée, selon le site électronique Algérie1. A l'hôpital d'El Hadjar (Annaba), il a déboulé à 19 heures. Surprise totale, panique à bord, le téléphone portable s'est mis à chauffer pour rappeler les copains infirmiers et médecins de garde, mais absents, leur demandant de rappliquer illico, because le Boss est là et qui plus est

demande des comptes. Le personnel médical n'est pas prêt d'oublier le mauvais quart d'heure qu'ils ont passé avec le ministre qui ne s'est pas contenté de leur passer un avertissement en insistant sur la prise en charge effective des patients qui doit être la priorité des priorités. Le lendemain, le ministre décidément en verve, remet ça en visitant sans crier gare, le nouveau service des urgences médicales et des maladies cardiaques Frantz-Fanon de Annaba où, après le choc de la surprise, il a eu réponse à toutes ses questions qui tournent pour la plupart autour de la prise en charge des malades, question nodale pour le ministre. Le personnel du grand service de gynécologie et néonatal de l'hôpital Ibn Rochd (Annaba), n'en revenait pas lui aussi de voir leur ministre débarquer dans les salles de soins. Une

fois n'est pas coutume, le ministre a fait part de sa satisfaction pour cette structure qui a fait de grands efforts pour recevoir et prendre en charge les patientes. Dans le même hôpital, le nouveau centre anticancer (CAC), visité également, a lui aussi reçu des éloges du ministre pour la prise en charge des malades et la qualité des soins prodigués. A l'hôpital de Dréan (El Tarf), le ministre, comme à l'accoutumée, n'a pas fait part de sa visite et a surpris plus d'un en arrivant vers 20 heures au service des urgences, pour encore une fois s'enquérir des conditions de prise en charge des malades, de la qualité de l'accueil et des soins prodigués. Même topo le lendemain à Guelma, où vers 19 heures, le ministre de la Santé a entrepris une visite inopinée de l'EPH docteur Okbi où il s'est penché sur le fonctionnement de certaines structures hospitalières. Il a

ensuite inspecté à la cité Oued Maiz, dans la périphérie de Guelma, le complexe médical mère et enfant, de 80 lits, programmé en 2006 et qui devait être réceptionné en juin 2015, mais non encore achevé à ce jour. Par ailleurs, à la faveur de ces visites, nous avons appris que le ministre de la Santé va procéder dès la rentrée à un vaste mouvement des directeurs de santé de wilayas. Au cours de cette même rentrée, le ministre présentera sa réforme hospitalière devant les élus de l'Assemblée populaire nationale (APN). Des efforts continueront d'être fournis également pour diminuer la facture des importations de médicaments non essentiels et mettre plutôt l'accent sur les médicaments vitaux, en particulier ceux ayant trait aux maladies chroniques, pour éviter toute rupture, ajoute-t-on.

Djamil Mesrer/Algérie 1

Les intimidations au nom de la religion se multiplient

Les femmes, premières cibles

■ *Distribution et collage d'affichettes pour inciter les femmes à porter le voile, interdiction d'accès à des institutions publiques à cause de leurs tenues jugées indécentes et le blocage d'un projet de loi criminalisant la violence contre la femme, sont-ce des signes d'une société qui s'islamise ou qui se masculinise ?*

Par Mohamed Makhout

L'Algérie actionne-t-elle, aujourd'hui, une machine à remonter le temps pour revenir à l'âge des sociétés régies par la domination masculine, ou est-ce un nouveau courant dit «islamiste» qui veut s'imposer par l'intimidation ? Plusieurs indicateurs prouvent que la femme est aujourd'hui au centre du sujet. L'espace public est devenu témoin de ce que subit la femme algérienne. Violence, harcèlement physique et moral, et agressions, sont devenus des dangers potentiels auxquels la femme doit faire face au quotidien. Il y a lieu d'ajouter à cela les affichettes collées sur les murs de nos villes ou distribuées au sein de la société. Ecrites en arabe et soutenues par certaines citations et des versés coraniques, on peut citer celle-ci : «Sois un homme et oblige ta sœur à se voiler». C'est devenu un mode de passer par «le conseil» avant d'aller vers l'étape suivante : celle de l'intimidation. Certains titres de la presse nationale ont rapporté qu'en Kabylie, ces mêmes affichettes sont distribuées de main en main, dans le but d'inciter les femmes à porter le voile. Dans certains cas extrêmes, on a rapporté que l'insulte et le harcèlement ont vite lieu à l'égard des personnes qui refusent de le mettre. Il est à rappeler aussi



que plusieurs femmes ont été interdites d'entrée dans des institutions publiques à cause de leurs tenues jugées indécentes. A commencer par une fille en mini-jupe qui s'est fait renvoyée de l'université par un agent de sécurité, l'empêchant ainsi de passer un examen, mettant en cause sa tenue vestimentaire. Une femme en short s'est vu refusée l'accès à un hôpital hospital, un lieu public où le droit aux soins passe avant la tenue. Récemment, une femme portant

un chemisier sans manches s'est vu refusée l'accès de la cour d'Alger. L'agent de sécurité lui aurait même proposé de lui chercher un foulard. Ce sont des cas qui suscitent un long débat sur les réseaux sociaux, et certains commentaires d'internautes sont parfois à caractère discriminatoire. La liberté de la femme est-elle devenue un sujet qui exige un long débat ? Une question qui demeure posée mais qui ne trouve pas de réponse claire. Nous assistons aujourd'hui à des problèmes qui n'ont pas lieu d'être. A cet effet, il faut rappeler le projet de loi criminalisant la violence faite aux femmes, bloqué après la polémique soulevée notamment dans les milieux islamistes et ce, malgré les différentes demandes quant à son adoption. A rappeler qu'Amnesty International a adressé une lettre au Premier ministre Abdelmalek Sellal pour qu'il prenne les mesures nécessaires concernant ce dossier.

M. M.

Après Mezrag, au tour de Djaballah, Mokri et Menasra

Les islamistes organisent leurs universités d'été en rangs dispersés

Si plusieurs formations politiques, qu'il s'agisse de celles du pouvoir ou de l'opposition, ont préféré cette année ne pas tenir ce qu'on appelle l'«université d'été», les islamistes semblent trouver dans cette activité leur espace d'échanges et de nouvelles tentatives de rassembler ce qui reste de leur courant. Le Front pour la justice et le développement «El Adala» de Abdallah Djaballah tiendra, à partir d'aujourd'hui et ce jusqu'au 21 août dans la wilaya d'El Tarf, son université d'été. Djaballah, qui a annoncé la création d'un nouveau pôle des islamistes il y a quelques jours, sans soutien de leaders d'autres partis islamistes, espère trouver plus d'écho quant à son initiative. A cet effet, l'université d'été à laquelle sont invités des représentants de formations politiques et des figures islamistes discutera de la possibilité de rassembler la famille islamiste malgré les différends devenus au fil des années des barrières difficiles à franchir.

De son côté, le Mouvement de la société pour la paix, qui n'adhère pas à l'appel de Djaballah sachant que le courant ne passe pas entre l'homme et le patron du MSP Abderrezak Mokri, tiendra son université d'été du 23 au 26 août sur le «Renouveau de la réflexion politique».

Le parti du défunt Nahnah suscite toujours des interrogations avec notamment son rejet d'intégrer un pôle islamiste et préfère activer au côté d'un parti laïque, à

savoir le RCD, au sein de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique. Ce parti a aussi étonné plus d'un après sa rencontre avec Ahmed Ouyahia en sa qualité de ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence de la République, une rencontre qui aurait pu engendrer une explosion de la CNLTD.

Pour sa part, le Front du changement de Abdelmadjid Menasra vient d'annoncer la tenue de l'université d'été de son parti les 23, 24 et 25 août, au niveau de la wilaya de Boumerdès. Celle-ci se tiendra sous le slogan «Construire un Etat moderne, consensus, démocratie et développement». Ce parti qui a participé aux consultations sur la révision constitutionnelle débattrà le sujet en plus d'autres questions liées aux différentes initiatives politiques, enjeux économiques de la période actuelle et autres sujets relatifs à la jeunesse, l'islam et l'Etat moderne, etc.. Plus de 600 participants sont attendus, outre des invités d'autres pays comme la Mauritanie, Tunisie, Palestine, Maroc, Libye et autres.

Les tentatives des islamistes pour se positionner sur la scène politique se multiplient cet été, même ceux qui ne sont pas organisés dans un cadre légal. C'est le cas des repentis de l'ex-organisation terroriste Armée islamique du salut (AIS), qui auraient organisé une «université d'été» à Mostaganem». Selon des sources médiatiques, c'est Madani Mezrag, l'ex-chef du

bras armé du parti dissous (FIS), qui a déjà tenu une université d'été en août 2014 dans la wilaya de Jijel, qui a organisé cette rencontre.

Madani Mezrag est devenu une star médiatique sur quelques chaînes de télévisions privées où il affiche ses ambitions de revenir sur la scène politique. Mezrag avait été reçu à la Présidence par le directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, dans le cadre des consultations sur la révision de texte fondamental de la République.

Le 20 juin 2014, Ouyahia qui a organisé sa première conférence de presse comme ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence, avait déclaré qu'il n'y aura pas de retour du FIS dissous mais a défendu la participation d'anciens dirigeants du FIS dissous aux consultations sur la révision de la Constitution, à l'image de Madani Mezrag, El Hachemi Sahnouni, car les deux hommes ont participé à la trêve de 1997.

Il est à noter que la loi sur les partis politiques interdit dans son article 4 l'exercice politique aux responsables de l'ex-FIS mais le bouillonnement que connaît le courant islamiste pourrait ouvrir la voie à un retour déguisé. Mais il faut attendre pour voir plus clair si les islamistes peuvent s'imposer dans une société qui rejette l'intégrisme et n'est pas près d'oublier ce qui s'est passé dans les années 90.

Nacera Chennafi

LA QUESTION DU JOUR

L'appel de la Libye aux pays frères

Suite de la page une

Du temps où il s'agissait de faire tomber Kaddafi, par contre, ce n'était pas les réserves exprimées par tel ou tel de ses membres qui l'avaient empêchée de donner le feu vert à l'agression de l'Otan contre la Libye. Elle est tout compte fait comme les puissances occidentales. Autant elle se montre prompte à en finir avec un régime arabe en crise qui ne soit pas une monarchie du Golfe, autant elle lanterne quand il s'agit de rétablir l'ordre une fois le travail accompli. Pour autant, le gouvernement de Tobrouk a raison de demander à la Ligue de l'aider à combattre l'Etat islamique, qui il y a encore peu de temps n'était rien, mais qui maintenant contrôle toute une ville, et non des moindres. Il peut parier sur le fait que les pays qui par le passé, comme l'Egypte et les Emirats, lui ont apporté leur soutien en bombardant quelques-unes des positions tenues par des organisations terroristes l'entendent à nouveau, en s'attaquant à Daech dans Syrte. Quand il n'aurait obtenu que des opérations ponctuelles de ces mêmes alliés, son appel à l'aide n'aurait pas été complètement inutile. Il devait savoir en effet que ni l'Arabie saoudite ni le Qatar, à vrai dire encore moins ce dernier, le seul pays en effet à reconnaître le gouvernement de Tripoli, ne lèveraient le petit doigt pour lui. Son appel intervient alors que les pourparlers se poursuivent à Genève sous l'égide des Nations unies. Les pays qui comme le nôtre s'opposent à une intervention étrangère en Libye, même arabe, aura beau jeu de rappeler leur attachement à une solution négociée, débouchant dans un premier temps sur un gouvernement d'union nationale et préparant la voie à une action vigoureuse contre les groupes terroristes. En vérité, on a l'impression que pour les pays maghrébains en général, qui devraient prendre les devants dans cette affaire, il suffirait que les deux camps, celui de Tobrouk et celui de Tripoli, s'entendent pour n'en faire qu'un pour que la crise libyenne s'en trouve résolue dans une large mesure. Autant dire que ce n'est pas sur eux que le gouvernement légitime, celui de Tobrouk, doit compter en ce moment. Leur attitude est la même que celle des Etats-Unis, mais aussi la même que celle des pays, qui comme la France, avaient saisi au vol l'occasion qui se présentait en 2011 de renverser Kaddafi.

M. H.

Viande rouge

Ferroukhi veut donner un nouveau souffle à la filière

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Sid Ahmed Ferroukhi a affirmé à Alger la détermination de l'Etat à développer la filière de l'élevage et la production des viandes rouges afin de favoriser la diversification de l'économie nationale.

Par Said B.

Le ministre qui a présidé une réunion à huis clos avec les représentants des éleveurs et des membres de la Fédération nationale des éleveurs filière de la production des viandes a insisté sur la «relance de la filière de la production de la viande afin d'augmenter la production et améliorer les prix et la qualité des produits en faveur de la diversification de l'économie nationale». Les éleveurs, a ajouté M. Ferroukhi, sont le «principal maillon» de la chaîne de production des viandes rouges appelant à «faire confiance aux professionnels de cette filière et à libérer les potentialités dans ce domaine en vue de hisser la production nationale». Il a, dans ce sens, souligné l'importance de «se concerter avec les opérateurs dans toutes les régions dans le but de traiter tous les problèmes qui se posent dans ce domaine et tenter de moderniser la filière» indiquant que tel était l'objectif de la rencontre. Des rencontres de terrain auront lieu au cours des semaines à venir en vue d'une «forte mobilisation en faveur du secteur et l'économie



PH.D. R.

nationale», a annoncé le ministre qui s'est réjoui de l'existence d'organisations représentatives appelant tous les acteurs à y adhérer pour unifier les efforts et aplanir les difficultés. Le représentant de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Mohamed Tahar Djaref a, pour sa

part, souligné la nécessité de poursuivre les efforts et multiplier les rencontres pour apporter les solutions aux problèmes rencontrés par les éleveurs affirmant que son instance «ne ménage aucun effort pour développer et moderniser la filière de production des viandes». Le président de la

Fédération nationale des éleveurs, Azaoui Djilali a évoqué, en marge de cette rencontre, les difficultés auxquelles les maquignons font face dont le manque de fourrage, les prix élevés de ce produit, la rareté de l'eau dans certaines régions steppiques et sahariennes et les maladies

appelant dans ce contexte, à renforcer le contrôle vétérinaire et à fournir les vaccins nécessaires. A une question sur la disponibilité du cheptel ovin et les prix des bestiaux à l'approche de Aid el-Adha, M. Azaoui a tenu à rassurer les citoyens à ce sujet.

S. B.

Coopération économique et scientifique

Signature à Alger d'un protocole additionnel à l'accord algéro-turc

Un protocole additionnel à l'accord algéro-turc de coopération économique, scientifique et technique du 20 octobre 1983, portant statut de la représentation de l'Agence turque de coopération et de coordination en Algérie (TIKA), a été signé mardi à Alger. Ont procédé à la signature de ce document le secrétaire général

du ministère des Affaires étrangères, Abdelhamid Senouci Bereksi et l'ambassadeur de Turquie en Algérie, Adnan Kececi. Plusieurs projets de coopération, notamment dans le domaine de la restauration du patrimoine culturel algérien, seront mis en œuvre par TIKA en partenariat avec les secteurs algériens concernés. Pour ce

faire, le protocole prévoit «la mise en place d'un comité de pilotage mixte pour chaque projet de coopération avec des étapes précises pour le montage et la mise en œuvre des projets de coopération bilatéraux», précise un communiqué de presse du ministère. Il s'agit également de l'élargissement du champ de coopération pour englober, entre autres, les secteurs de la protection du patrimoine culturel, de l'éducation et de la recherche scientifique, du

renforcement des capacités des institutions algériennes, de la valorisation des ressources hydrauliques et du développement rural et urbain, selon la même source. La conclusion de ce protocole additionnel est une étape «importante» dans le développement des relations de coopération entre les deux pays liés par un traité d'amitié depuis mai 2006 qui prévoit un Sommet annuel et des rencontres ministérielles régulières, relève le ministère. Les

deux pays se donnent ainsi «les moyens juridiques pour permettre le développement de la coopération scientifique et technique». «Il est attendu, après l'entrée en vigueur de ce protocole additionnel, que la coopération technique bilatérale connaisse une dynamique sans précédent dans l'histoire des relations entre les deux pays», conclut le communiqué du MAE.

R.G./APS

Hadj 2015

Les citoyens tirés au sort, invités à retirer leurs passeports revêtus du visa

LES CITOYENS tirés au sort pour le hadj 2015, dans les wilayas d'Alger, Chlef, Blida et Boumerdès, sont invités à retirer leurs passeports revêtus du visa hadj afin de pouvoir acquérir leurs billets d'embarquement en direction de Médine (Arabie saoudite), a indiqué le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué. «Les citoyennes et citoyens tirés au sort pour le hadj 2015 au niveau des communes relevant des wilayas d'Alger, Chlef, Blida et Boumerdès, sont invités à se rapprocher de leurs wilayas de résidence à l'effet de retirer leurs passeports revêtus du visa hadj en vue d'acquérir leurs billets pour l'embarquement sur les vols d'Air Algérie en direction de Médine (Arabie saoudite)», a précisé la même source. «Les vols d'Air Algérie en partance de l'aéroport Houari-Boumediène (Alger) en direction de Médine sont prévus les 26, 27 et 28 août en cours», a souligné le communiqué, ajoutant que «l'achat des billets s'effectue auprès de l'agence spécialisée d'Air Algérie sise aux Pins maritimes à Alger». Les intéressés peuvent consulter la première liste des personnes ayant obtenu le visa hadj sur le site internet du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (www.interieur.gov.dz.).

R.N.

Accès aux corps des secrétaires et attachés des Affaires étrangères

Le concours marqué par le respect des textes pertinents

Les étapes d'organisation du concours pour l'accès aux corps des secrétaires et attachés des Affaires étrangères sont marquées par le «respect scrupuleux» des textes pertinents et une «totale transparence», a-t-on indiqué mardi auprès du ministère des Affaires étrangères. «Toutes les étapes d'organisation du concours, depuis son annonce par voie de presse jusqu'à la proclamation des résultats et à l'accueil des lauréats au sein des services cen-

traux du ministère des Affaires étrangères et de l'Institut diplomatique et des relations internationales, sont marquées par le respect scrupuleux des textes pertinents, sous le contrôle continu des autorités compétentes en matière de fonction publique, une totale transparence et l'engagement remarquable de nombreux enseignants universitaires, dont les qualifications et l'autorité morale sont indiscutables», a-t-on affirmé de même source. «Quelques organes de

presse se sont faits l'écho d'allégations fantaisistes tendant à porter atteinte à l'intégrité du concours pour l'accès aux corps des secrétaires et des attachés des Affaires étrangères, dont les épreuves écrites et orales ont eu lieu respectivement en décembre 2014 et mars 2015», a-t-on précisé. «L'allégation particulièrement malveillante selon laquelle il y aurait eu substitution de lauréats est dénuée de tout fondement», a-t-on conclu.

R.N.

Hydrocarbures

Une baisse d'activité de moindre ampleur en 2014

■ Le secteur des hydrocarbures a enregistré, de nouveau, une baisse d'activité en 2014 mais largement de moindre ampleur par rapport aux contre-performances connues sur les neuf dernières années, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS).

Par Anis S.

Le secteur des hydrocarbures a, ainsi, reculé de seulement 0,6% par rapport à l'année 2013 durant laquelle il avait enregistré une forte décélération de -5,5%, la seconde plus forte après celle de 2009 (-8%). La faible baisse enregistrée en 2014 «s'apparente à une stagnation de la production à son niveau de 2013 et peut, en tout cas, être annonciatrice d'une inversion de la tendance baissière qui caractérise le secteur depuis 2006», avance la même source. Selon l'ONS, ce résultat «constitue une amélioration notable et ne fait pas perdre de point de croissance au PIB» du pays, sachant que le secteur des hydrocarbures, du fait de



son poids important dans la structure du PIB, faisait perdre régulièrement, depuis 2006, quelques points de croissance en raison du ralentissement important de son activité. L'économie algérienne a réalisé, en 2014, une croissance de l'ordre de 3,8% contre 2,8% en 2013, indique l'ONS qui considère que cette amélioration est à

imputer, pour l'essentiel, du fait que le secteur des hydrocarbures «semble avoir rompu, en 2014, avec le cycle de baisse d'activité». En termes de performance globale, les exportations d'hydrocarbures ont baissé de 8% en 2014 passant à 58,5 mds de dollars contre 63,7 mds de dollars en 2013. Détaillant la structure de ces ventes à l'étran-

ger, le rapport de l'ONS indique que les exportations de pétrole brut et condensat ont totalisé 28,355 millions de tonnes en 2014 (-16% par rapport à 2013), alors que celles des produits raffinés s'étaient établies à 16,703 millions de tonnes (+30,1%). Les exportations ont atteint un volume de 7,2 millions de tonnes pour le GPL (+24,6%), de 17,8

milliards m3 pour le GNL (+18%) et de 27,44 milliards de m3 pour le gaz naturel(-17%). Le prix moyen du baril de pétrole algérien était en baisse de 9,1% en 2014 à 99,1 dollars contre 109 dollars en 2013, rappelle l'office.

A. S.

Les Bourses chinoises rechutent

Nouvelles inquiétudes sur le yuan

Les Bourses chinoises ont replongé hier et le yuan a reculé face au dollar, revivait les craintes d'une éventuelle nouvelle dépréciation de la monnaie chinoise. La Bourse de Shanghai a clôturé en baisse de 6,15%, la plus forte chute en trois semaines, les marchés s'inquiétant de la morosité de l'économie en dépit des assurances des autorités d'un soutien continu aux places financières. L'indice composite shanghaien a perdu 245,51 points, soit la plus forte baisse quotidienne depuis le 27 juillet. A la Bourse de Shenzhen, l'indice composite a cédé 6,58%. Selon les analystes, le marché manque d'élan pour partir à la hausse soulignant qu'il n'y avait pas d'informations positives

majeures. La morosité de l'économie pèsent sur le moral des investisseurs en dépit des assurances des autorités chinoises qui ont promis de continuer à intervenir pendant des années pour stabiliser les marchés. Toutefois, certains investisseurs estiment que la légère reprise sur le marché immobilier pourrait limiter les efforts de relance des autorités chinoises. Par ailleurs, la monnaie chinoise a reflué face au dollar. Les traders s'attendent à ce que le ralentissement de l'économie chinoise maintienne une pression baissière sur la devise. La Banque centrale (BPC) chinoise avait dévalué le yuan de près de 2% la semaine dernière, faisant redouter à certains investisseurs la relance d'une «guer-

re des monnaies». Elle a ensuite dû intervenir sur le marché et appeler les banques publiques à soutenir le yuan. La BPC a procédé mardi matin à une injection de liquidités sur les marchés monétaires, la plus importante en six mois, ce qui a entretenu les craintes sur un resserrement des liquidités, avec l'augmentation des flux sortant de capitaux. Selon des experts, les investisseurs ont retiré environ 800 milliards de yuans (113 milliards d'euros) du pays sur les seuls mois de juillet et d'août. La perspective d'un fléchissement du soutien apporté par les autorités aux marchés actions constitue un autre motif d'inquiétude.

R. E.

Marchandises

Baisse de 2% du trafic du port de Djendjen

Un total de 2 787 423 tonnes de marchandises a été traité au port de Djendjen (Jijel) jusqu'à fin juillet dernier, a-t-on appris, hier des responsables de l'entreprise portuaire (EPJ). Ce trafic représente une régression de 2% comparativement à la même période de 2014 où le trafic avait atteint 2.847.431 tonnes, a déclaré la même source. Les hausses enregistrées ont concerné principalement les catégories de marchandises diverses avec 404 % (soit plus de 105 468 tonnes) et produits chimiques avec 96 % (+ 4 802 tonnes). En revanche, les baisses ont touché particulièrement le matériel roulant (voitures, camions, bus, engins) et les produits pétroliers avec des chutes respecti-

vement de 33 et 4 %, selon les responsables de l'EPJ. Les prévisions de clôture pour l'exercice 2015 portent sur le traitement de 4 519 473 tonnes de marchandises (3 822 272 tonnes en 2012) et 237 250 unités de matériels roulants contre 483 102 en 2012, considérée comme année-pic dans cette activité. Avec un effectif de 1 378 travailleurs (à fin juillet 2015), l'EPJ a engagé un important programme de développement considéré comme un appui à la valorisation du port, initialement conçu pour traiter les produits sidérurgiques et qui a servi aussi dans le traitement des marchandises générales, produits alimentaires, céréales et depuis l'année 2009, le trafic roulier (RO-RO). Ce port

qui a reçu lundi, le ministre des Transports, Boudjemaa Talai sera doté d'une liaison ferroviaire le reliant jusqu'à la zone industrielle de Bellara (El Milia) sur un linéaire de 48 km, en prévision du projet sidérurgique Algerian Qatar Steel (AQS), également en cours de construction. Un autre grand projet, en cours de réalisation et relatif à la construction d'un terminal à conteneurs de dimension internationale en mesure d'absorber la totalité du trafic conteneurisé, permettra, selon les responsables de l'entreprise, d'attirer de nouveaux transporteurs maritimes et offrir des prestations de servir à meilleurs coûts.

R. E.

Mobilis

La magie continue avec la formule *600#

Mobilis propose de nouveaux plans optionnels, à destination de ses clients prépayés 2G/3G «Mobtasim», grâce au pouvoir de sa formule magique *600#.

A compter du mardi 18 août 2015, les clients prépayés de l'offre Mobtasim et ses plans (Classique, Awel, Batel et Gosto), auront le choix d'adhérer à deux nouveaux plans riches en options, permettant à ses clients de communiquer gratuitement, en utilisant simplement la formule *600# : Plan 50 DA : Permet aux abonnés de profiter chaque jour de 50 minutes de communication vers le réseau Mobilis et/ou de 15 minutes d'appels vers tous les réseaux.

Plan 90 DA : Permet aux abonnés de profiter chaque jour de 120 minutes de communication vers le réseau Mobilis et/ou de 30 minutes d'appels vers tous les réseaux.

Ainsi, les vœux des clients Mobilis, resteront exaucés durant 24 heures. Profitez-en!

Communiqué

Campagne agricole à Boumerdès

Production exceptionnelle de tomate cette saison

■ La wilaya de Boumerdès est à vocation agricole et touristique. Outre les potentialités agricoles diversifiées existantes, relatives à chaque région, pour ne citer que l'arboriculture et la viticulture dans la plaine de l'oued Sebaou, l'on cite aussi les cultures maraîchères et plus particulièrement la tomate.

Par A.Kichni

Pour la saison en cours une production abondante de tomate a été enregistrée par les agriculteurs au niveau des régions agricoles spécialisées dans ladite culture, entre autres, de Boudouaou El Bahri, Zemmouri, Sidi Daoud, Hammadi et Khemis El Khechna. Pour preuve, sur une superficie de 162 hectares destinée à la culture sous serre, 145 000 quintaux de tomate déjà récoltés ont été enregistrés pour un rendement de 900 quintaux à l'hectare. Pour les responsables du secteur, un rendement appréciable dans la mesure où les prévisions de productions sont déjà atteintes.

Outre cette dernière, d'autres superficies de 405 hectares sont réservées à la culture de la tomate maraîchère et 105 hectares à la tomate industrielle. Pour plus de précision sur la politique entreprise par la direction des services agricoles (DSA), Rachid Messaoudi, chef de service, chargé de l'organisation de la production et soutien technique, a indiqué que près de 70 000 quintaux de tomates maraîchères et 42 000 quintaux de tomates industrielles sont déjà récoltés. Selon notre interlo-



Ph. > D. R.

cuteur, les prévisions inscrites au début de campagne de 182 500 qx axées sur un rendement de 430qx/ha pour la tomate maraîchères et 80 000 qx avec un rendement de 800 qx/ha pour la tomate industrielle seront largement dépassées.

Quant à la tomate d'après-saison, la direction des services

agricoles table sur une production de 40 000 qx avec un rendement de 500qx/ha. Le mérite, selon lui, revient aux agriculteurs et aussi aux personnels de soutien dont des ingénieurs et des techniciens agronomes affectés au niveau des subdivisions implantées dans chaque daïra, s'est félicité notre interlocuteur

qui assure l'intérim de la structure départementale en l'absence du directeur en congé. Au niveau des marchés de détail, le produit rouge a inondé les étals. La tomate de saison n'a guère dépassé les 40 DA qui a permis aux ménagères de savourer ce fruit à leur guise. Au marché de gros, notamment de Khemis El

Khechna elle est évaluée à 15 DA et moins, dira un agriculteur. Certains refusent carrément le produit. Cette production abondante a contraint des producteurs de tomate à abandonner leur culture en l'absence d'acquéreurs. **A.K.**

Tissemsilt

Plus de 1 800 nouveaux bacheliers inscrits au centre universitaire

Quelque 1 844 nouveaux étudiants se sont inscrits au centre universitaire Ahmed Benyahia El Wencharissi de Tissemsilt, au titre de la nouvelle année 2015/2016, a-t-on appris auprès de cet établissement. Le directeur-adjoint chargé des études et de la graduation, Mohamed Bouras, a indiqué que ces nouveaux bacheliers sont inscrits au niveau des instituts des sciences et technologie, des sciences juridiques, des sciences politiques, des sciences économiques, de l'EPS et de la littérature et les langues. Selon la même sour-

ce, ces nouveaux inscrits représentent près de 99 pour cent des effectifs ayant décroché le baccalauréat au niveau de la wilaya. Le même responsable a souligné que 39 nouveaux bacheliers n'ont pas pu s'inscrire au centre universitaire pour des raisons diverses comme la perte de l'attestation de réussite ou des erreurs dans la transcription du nom de famille. Le ministère de tutelle a décidé de donner la chance à ces retardataires pour s'inscrire en septembre prochain. L'opération des inscriptions s'est déroulée dans d'excellentes conditions, avec la mise

en place des moyens matériels et humains facilitant la tâche aux nouveaux bacheliers, depuis l'orientation jusqu'à la remise de l'attestation d'inscription dans un temps record. Avec la clôture définitive des inscriptions, le nombre global des étudiants du centre universitaire de Tissemsilt, au titre de la rentrée universitaire 2015-2016, atteindra près de 7 000 inscrits. En juin dernier, 1 300 étudiants ont décroché leurs diplômes de licence et de master, selon la même source.

Lamine D./APS

El-Bayadh

Dotation moyenne de 160 litres/jour/habitant assurée par l'ADE

Une dotation moyenne de 160 litres par jour (l/j) et par habitant est assurée actuellement à El-Bayadh, en matière d'approvisionnement en eau potable (AEP), a-t-on appris des responsables locaux de l'entreprise publique l'Algérienne des eaux (ADE). Cette dotation permet un approvisionnement en eau potable des 120.000 habitants de la ville d'El-Bayadh, sur une tranche horaire quotidienne de 14 heures, soit de 8 heures à 22 heures, a précisé le directeur de l'ADE d'El-Bayadh. M. Badreddine Laâribi a fait savoir aussi que l'en-

treprise s'emploie à étendre cette programmation horaire et à augmenter les capacités d'approvisionnement, à la faveur des projets en cours de réalisation, en coordination avec le secteur des ressources en eau, et portant notamment sur la réalisation de nouveaux forages et de châteaux d'eau susceptibles d'accroître les capacités de stockage et d'assurer une alimentation stable et régulière, à court et moyen termes. Cette amélioration dans l'approvisionnement en eau potable s'est également traduite par la réception récemment par

l'ADE d'un nouveau forage au lieu dit «El-Krabou» (12 km d'El-Bayadh), d'un débit de 18 litres/seconde, raccordé au réseau d'AEP pour alimenter des cités et quartiers de la ville d'El-Bayadh qui a connu ces dernières années une importante extension urbaine, a ajouté le même responsable. Selon les statistiques du secteur des ressources en eau, la wilaya d'El-Bayadh a atteint actuellement un taux de raccordement au réseau d'AEP estimé à près de 95%, alimenté à partir de 75 forages, avec un débit global de 1.077 litres/ seconde. **A.O./APS**

Oum El Bouaghi Vaccination de près de 679 500 ovins contre la clavelée

LA CAMPAGNE de vaccination contre la clavelée, ayant pris fin la mi-août dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a touché 679 439 ovins, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de wilaya Ali Behloul. Un total de 715 000 doses de vaccins a été distribué dans la wilaya pour mener à bien cette campagne qui a mobilisé plus de 109 médecins vétérinaires, activant dans le privé et le public, a indiqué la même source. Pour ce qui est de la campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse qui se poursuit à travers la wilaya, elle a nécessité 80 000 doses de vaccins et ciblé 49 012 ovins et caprins. L'opération de vaccination contre la rage a concerné quant à elle 9 629 bovins et 2 598 chiens dans cette wilaya qui dispose actuellement d'un patrimoine constitué de 700 000 têtes ovines, 50 000 têtes bovines et 90 000 caprins, a-t-on fait savoir.

R.R.



Situation en Libye

Inquiétude régionale et internationale des avancées de Daech

■ La situation sécuritaire en Libye, aggravée ces derniers jours par les attaques de l'organisation terroriste «Daech» dans la ville de Syrte (nord), inquiète les parties libyennes et la communauté internationale, notamment les pays de la Ligue arabe qui vont se réunir à la demande des Libyens qui ont sollicité de l'aide.

Ph. : DR



Par Ali Kefsi/APS

Depuis une semaine, les combats opposant des habitants aguerris de la ville Syrte (nord de la Libye) à des éléments de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (EI/Daech) se poursuivaient toujours, faisant des dizaines de morts. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale, qui se dit «incapable de faire face à l'EI en raison de l'embargo sur les armes imposé à l'armée», a appelé, samedi, les Etats arabes à mener des frappes aériennes contre les membres de l'organisation terroriste dans cette ville. Quelques heures plus tard, une source diplomatique égyptienne a annoncé la tenue mardi d'une réunion du Conseil de la Ligue arabe au niveau des représentants des Etats membre lors d'une session extraordinaire à la demande de la Libye. «L'Egypte a soutenu la demande libyenne», a affirmé l'ambassadeur Tarek Adel, représentant permanent de l'Egypte à la Ligue arabe, précisant que les représentants des Etats membres «vont chercher comment aider le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale à faire face à la menace terroriste».

Daech ennemi commun des Libyens

Le gouvernement siégeant à Al-Bayda (est) et le gouvernement parallèle installé à Tripoli, tous deux hostiles à Daech, encouragent les combattants de Syrte dans leur lutte contre ce groupe extrémiste. Le gouvernement de Tripoli a affirmé avoir lancé des raids aériens contre les terroristes à Syrte ces derniers jours. Mais dimanche, un responsable local qui a requis l'anonymat a affirmé que «certains habitants armés qui avaient combattu l'EI se sont repliés et ont même quitté la ville».

«Ils n'ont pas reçu d'aide concrète et significative des deux gouvernements et

ont alors arrêté de combattre», a-t-il ajouté. En proie au chaos depuis la destitution de l'ancien leader Maammar Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux Parlements et deux gouvernements rivaux qui se disputent le pouvoir.

Des pourparlers organisés sous l'égide de l'ONU depuis plusieurs mois pour parvenir à un accord afin d'installer un gouvernement d'union nationale n'ont jusqu'à présent pas abouti.

Craintes d'une propagation de Daech dans la région

Les pays de la région et les voisins de la Libye ont affiché leur profonde préoccupation face aux avancées de Daech, qui pourrait constituer une menace à la sécurité de toute la région, tout en soulignant la nécessité de la poursuite du dialogue interlibyen.

L'Algérie, qui partage une longue frontière avec la Libye, a condamné dimanche avec «la plus grande vigueur» les récents actes terroristes à Syrte en

Libye selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, soulignant que «cette aggravation de la situation sécuritaire dans cette ville risque de plonger ce pays voisin et frère dans le chaos ce qui pourrait constituer une menace réelle à la sécurité de toute la région». La diplomatie algérienne a également réitéré son appel urgent pour «la mise en place en Libye d'un gouvernement d'union nationale capable de préserver l'unité nationale, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Libye ainsi que la cohésion du peuple libyen frère, afin de relever le défi sécuritaire». Pour sa part, la Tunisie, qui a subi récemment des attaques terroristes causant des dizaines de morts, principalement des touristes étrangers, s'est déclarée très inquiète de la situation chez son voisin, craignant l'avancée des terroristes vers sa frontière. «La Tunisie suit de près la situation sécuritaire en Libye, et appelle la classe politique libyenne à multiplier les efforts pour réussir le processus de dialogue national et à former un gouvernement d'union nationale», selon un communiqué du ministère des

Affaires étrangères. Lundi, le ministre italien des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, a prévenu que la Libye risque de se transformer de manière durable en une nouvelle Somalie si les pourparlers de paix n'aboutissent pas à un accord dans quelques semaines. «Soit on conclut dans quelques semaines, soit nous nous trouverons avec une autre Somalie à deux pas de nos côtes et nous devons réagir d'une autre manière», a déclaré le ministre. Par ailleurs, l'Egypte, qui a mené ces deux dernières années des frappes aériennes en Libye contre des positions de Daech et d'autres milices extrémistes, s'est de nouveau dite prête à aider, «spécialement le gouvernement d'Al-Bayda, à faire face aux terroristes et à reprendre le contrôle de tout le territoire libyen».

L'Occident presse le Libyens de former un gouvernement d'union nationale

Parallèlement à ces craintes régionales, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne, ont affiché, dans un communiqué commun, leurs profonde préoccupation face aux avancées en Libye de l'organisation ultra-radical Daech, qu'ils combattent en Irak et en Syrie. Les six pays ont appelé les parties en conflit en Libye à «se joindre aux efforts pour combattre la menace que constituent ces groupes terroristes transnationaux qui exploitent la situation en Libye pour atteindre leurs propres objectifs». Ils ont en outre affirmé que la situation à Syrte «souligne la nécessité urgente pour les parties en Libye de parvenir à un accord pour la formation d'un gouvernement d'union nationale qui, de concert avec la communauté internationale, peut assurer la sécurité face aux groupes extrémistes violents qui cherchent à déstabiliser le pays».

A.K./ APS

Le Premier ministre revient sur son intention de démissionner

LE PREMIER MINISTRE libyen reconnu par la communauté internationale est revenu sur son intention de démissionner, a assuré le porte-parole de son gouvernement, après que Abdallah el-Theni eut évoqué sa démission la semaine dernière. M. Theni avait annoncé mardi dernier son intention de démissionner lors d'un talk-show télévisé alors qu'il essuyait les critiques de citoyens en colère. «Si ma démission est la solution, alors je l'annonce ici», avait déclaré le Premier ministre, disant qu'il la présenterait le 16 août au Parlement. Le porte-parole de son gouvernement, Hatem el-Ouraïbi, a affirmé que «le Premier ministre n'avait pas remis sa

démission. Il est revenu (sur son intention de démissionner) annoncée auparavant». Le porte-parole a assuré que le «gouvernement travaillait normalement comme d'habitude, et était prêt à se rendre au Parlement pour toute remise en cause éventuelle».

Lors du talk-show, M. Theni a dû faire face à une série de récriminations de téléspectateurs sur l'incurie et la corruption de son gouvernement, incapable selon eux d'assurer des services de base comme l'électricité ou de mettre fin à l'insécurité dans les zones sous son contrôle. La Libye est en proie au chaos depuis la chute du régime de Maammar Kadhafi en 2011, avec des combats sanglants entre

groupes armés rivaux, deux gouvernements et Parlements qui se disputent le pouvoir et la montée en puissance du groupe autoproclamé Etat islamique (EI, Daech). Les membres du gouvernement de M. Theni, ainsi que ceux du Parlement issu des dernières législatives, ont dû fuir vers l'est du pays après la prise durant l'été 2014 de la capitale Tripoli par la coalition de milices Fajr Libya. Un gouvernement parallèle, non reconnu par la communauté internationale, a été installé à Tripoli et le Parlement précédent (Congrès général national, CGN) y a été rétabli.

S.K./Agences

Thaïlande

Un suspect recherché après la «pire attaque» jamais commise à Bangkok

■ La police thaïlandaise recherchait hier un «suspect» après l'attentat à la bombe dévastateur qui a fait lundi à Bangkok 20 morts, majoritairement des étrangers, qualifié par le chef de la junte au pouvoir de «pire attaque jamais» commise en Thaïlande.

Par Ali O.

L'attaque a eu lieu à la tombée du jour, lundi, au sein d'un sanctuaire à ciel ouvert, lieu très fréquenté de la capitale thaïlandaise. A cette heure de pointe, la foule des employés et des cadres de la capitale croise celle des touristes étrangers, attirés par les immenses centres commerciaux et les hôtels de luxe à proximité. Les autorités thaïlandaises estiment que les auteurs de l'attentat visaient les «étrangers» et voulaient «porter atteinte au tourisme», l'un des rares secteurs en bonne santé d'une économie thaïlandaise en berne. Au total, onze étrangers figurent parmi les 20 victimes: quatre

Malaisiens, trois Chinois, deux Hong-Kongais, un Singapourien, et un Indonésien ont été tués, d'après la police. Six Thaïlandais ont été également tués. Et trois corps restaient encore à identifier.

Plus de 120 personnes ont également été blessées.

En début d'après-midi, c'est une autre zone touristique de la ville, proche de la rivière, qui a été touchée. Un petit engin explosif, lancé sur des passants près d'une station de métro aérien a explosé sans faire de victimes. Le cours du baht thaïlandais s'est effondré hier, touchant un plus bas depuis six ans. «Cette attaque est la pire jamais» commise, a déclaré devant des journalistes Prayut

Chan-O-Cha, chef de la junte et Premier ministre depuis le coup d'État de mai 2014, évoquant l'attentat de lundi soir. D'après ce dernier, un suspect a été identifié grâce aux images des nombreuses caméras de surveillance de la capitale. La police a fait circuler des images montrant un jeune homme vêtu d'un T-shirt jaune et transportant un sac à dos à proximité du site peu avant l'explosion. Sur d'autres images plus tardives, il n'a plus son sac à dos. Les autorités cherchent à identifier aussi les auteurs des messages Facebook mettant en garde contre un danger imminent à Bangkok avant l'explosion. Ces publications proviennent d'un «groupe anti-junte» basé dans le nord de la Thaïlande. «Nous sommes à leur recherche maintenant certains d'entre eux sont en Issan (nord-est du pays)», a-t-il ajouté. La Thaïlande, pays très divisé, est le théâtre de violences politiques meurtrières depuis environ une décennie. Le nord-est du pays est le bastion des Chemises rouges, qui soutiennent l'ancien gouvernement chassé du pouvoir après des mois de manifestations lors du coup d'État. L'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, qui s'est exilé pour fuir des poursuites judiciaires, et sa famille, sont



notamment au cœur des fractures du royaume. Soutenus par le puissant mouvement des Chemises rouges, ils ont remporté toutes les élections depuis 2001 mais sont détestés par l'élite.

«Même si elles (les Chemises rouges) sont acharnés à faire tomber le gouvernement, je ne les vois pas cibler un sanctuaire religieux hindou ou autre», a estimé auprès de l'AFP Zachary Abuza, expert indépendant du

terrorisme du sud-est asiatique. Aucun groupe n'a pour l'instant revendiqué l'attentat mais les autorités ont indiqué que le mode opératoire ne ressemblait pas aux attentats fréquents dans le sud du pays.

Cette région limitrophe de la Malaisie est en proie à un conflit qui a fait plus de 6.300 morts depuis 2004. Et aucune attaque n'a jamais été confirmée à l'extérieur de cette région malgré les années de guerre. A. O.



Points chauds

Confidentiel

Par Fouzia Mahmoudi

S'il y a encore quelques mois il ne faisait quasiment aucun doute que Hillary Clinton serait la candidate désignée pour représenter le Parti démocrate à l'occasion de la présidentielle de 2016, aujourd'hui, alors que sa popularité est en baisse et que le scandale des emails ne faiblit pas, l'on se demande s'il est possible qu'une fois encore l'ex-Première Dame soit écartée de la course à la Maison-Blanche. Hillary Clinton qui durant son mandat en tant que secrétaire d'État aux Affaires étrangères a utilisé son adresse email personnelle non sécurisée, parfois pour envoyer des messages sensibles contenant des informations confidentielles, doit aujourd'hui prouver que cela n'a pas mis en danger le gouvernement américain. Plus de 60 courriels de Hillary Clinton du temps où elle était secrétaire d'État américaine, sur les 3 500 qui ont déjà été rendus publics, ont été surclassés a posteriori comme «confidentiels», a indiqué lundi le département d'État. Dans cette polémique qui perturbe la campagne pour la présidentielle 2016 de Hillary Clinton, la télévision Fox News affirme même qu'il y aurait dorénavant plus de 300 courriels datant des années 2009-2013 qui contiendraient potentiellement des informations sensibles. Le porte-parole du département d'État John Kirby a expliqué lors d'un point de presse que «sur plus de 3 000» courriels électroniques qui ont été rendus publics par son ministère depuis le printemps (en fait, 3 500 courriels) «63 ont été surclassés» a posteriori pour «la plupart à un niveau très bas que nous appelons confidentiel». Il a aussi reconnu que le nombre de courriels étiquetés avec des informations sensibles continuerait de croître à mesure que le département d'État élucide et publie par étapes les plus de 30 000 emails professionnels de son ancienne patronne. «Soixante-trois sur plus de 3 000. C'est vraiment un petit pourcentage. Je n'ai pas de doute, il va y avoir davantage de correspondance qui sera classée à mesure que nous publions ces emails», a expliqué John Kirby. «C'est simplement mathématique. C'est un fait», a-t-il constaté. D'après Fox News, ce sont plus de 300 courriels qui sont «potentiellement» concernés par cet étiquetage. John Kirby a reconnu que «305» emails avaient été transmis aux services de renseignement pour qu'ils évaluent leur contenu. Hillary Clinton a envoyé et reçu 62 320 courriels pendant ses quatre ans comme secrétaire d'État, de 2009 à 2013, depuis une boîte email privée plutôt qu'avec une adresse gouvernementale. A la demande du département d'État, elle a restitué pour archivage les 30 490 courriels qu'elle considère comme professionnels. Hillary Clinton considère que les 31 830 emails restants sont personnels et elle les a effacés de son serveur privé. Le département d'État est en train d'examiner tous les courriels officiels de son ex-patronne. Il en a déjà publié 3 500 et doit tous les avoir rendus publics d'ici à janvier. Ce week-end encore, la candidate démocrate à la présidentielle 2016 s'était déclarée «convaincue» de n'avoir «jamais envoyé ou reçu aucune information qui était classifiée au moment de son envoi ou de sa réception». Reste à savoir si cette affaire fermera définitivement la route de Hillary Clinton vers la Maison-Blanche ou si le public américain qui s'est montré apte à pardonner ses politiques par le passé en fera de même pour la candidate à l'investiture démocrate, dont c'est aujourd'hui la dernière chance de participer au scrutin présidentiel. F. M.

Proche-Orient

Un gréviste de la faim palestinien donne 24h à Israël pour régler son cas

Le détenu palestinien Mohammed Allan, en grève de la faim depuis deux mois, a repris conscience hier et a immédiatement fixé un ultimatum à Israël à qui il a donné 24 heures pour régler son cas. A défaut, Mohammed Allan reprendra non seulement sa grève de la faim, mais il la durcira en cessant désormais de boire, a indiqué le Club des prisonniers palestiniens. Ses jours seraient alors comptés. Avec cet ultimatum, la pression augmente encore sur le gouvernement israélien, conscient du risque d'un nouvel accès de violence si Mohammed Allan meurt mais aussi soucieux de ne pas paraître céder à un quelconque chantage.

Mohammed Allan, avocat de 31 ans défendant les prisonniers palestiniens, a entamé sa grève de la faim le 18 juin pour protester contre son placement en détention administrative, une mesure extrajudiciaire renouvelable indéfiniment tous les six mois, qui permet d'emprisonner une personne sans inculpation. Il avait jusqu'alors refusé tout traitement et toute nourriture, mais continuait à boire. A son réveil après plusieurs jours de coma, Mohammed Allan a «immédiatement» dit à ses médecins qu'il continuera à

faire la grève de la faim jusqu'à sa libération» et que, «si on ne trouve pas une solution à son cas dans les 24 heures, il demandera à ce qu'on arrête tout traitement et il arrêtera de boire de l'eau», a rapporté dans un communiqué l'organisation qui le soutient. Un médecin de l'hôpital d'Ashkelon où il est hospitalisé avait indiqué lundi que Mohammed Allan ne survivrait probablement pas s'il reprenait la grève de la faim en sortant du coma dans lequel il a sombré en fin de semaine passée. Avocat à Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, Mohammed Allan a été arrêté en novembre 2014. Le Djihad islamique, désigné comme organisation terroriste par Israël, le présente comme l'un de ses membres. Le sort de Mohammed Allan, encore inconnu il y a quelques semaines, mobilise désormais l'opinion palestinienne. Il représente un casse-tête de plus en plus ardu pour Israël tant sa mort est susceptible d'aggraver des tensions déjà vives entre Palestiniens et Israéliens. Le Djihad islamique a prévenu qu'il ne serait plus tenu par la trêve actuelle s'il mourait.

Libérer Mohammed Allan pour éviter un nouveau regain de violences risquerait, pour le gouvernement israélien, de paraître

céder aux exigences des prisonniers palestiniens. C'est précisément pour ne plus être exposé à ce genre de risque que le Parlement israélien a adopté fin juillet une loi permettant de nourrir de force un gréviste de la faim si sa vie est en danger. Le gouvernement israélien pourrait ainsi être appelé à décider s'il applique pour la première fois cette loi à Mohammed Allan. Or cette pratique est décriée par les défenseurs des droits de l'Homme, dont certains l'assimilent à de la torture. L'association qui représente les médecins israéliens s'oppose à ce que l'un des siens se prête à cette pratique.

Dans l'apparente intention de sortir de cette situation, le gouvernement israélien s'est dit prêt lundi à libérer Mohammed Allan s'il acceptait l'exil pendant quatre ans. Son avocat a catégoriquement refusé cette proposition. À son réveil, Mohammed Allan a refusé toute perfusion et l'administration de substance quelconque, a indiqué le Club des prisonniers. Mais, «après des explications détaillées sur sa situation médicale, il a accepté de prendre certains compléments pendant 24 heures jusqu'à ce qu'on trouve une solution à son cas», a dit le Club.



La plasticienne Afaf Adjali

«J'aime réaliser des œuvres ayant un sens et un message»

n Afaf Adjali est une jeune plasticienne qui avance dans une carrière professionnelle avec des pas lents mais sûrs. Agée de 37ans, Afaf est passionnée par le monde des couleurs et de la création artistique qui met en valeur l'identité algérienne et ses origines familiales (espagnole du côté du père et turque du côté de la mère).

Propos réalisés par Abia Selles

Elle a commencé avec l'art abstrait avant de passer à la décoration sur le verre et sur le bois. D'ailleurs, ses œuvres confirment qu'elle est une artiste pluridisciplinaire. Autodidacte de formation, Afaf ne voit pas de limite à la création artistique et elle compte poursuivre ses recherches pour réaliser des œuvres avec sa propre touche.

Le Jour d'Algérie : Comment avez-vous intégré le mode des couleurs ?

Afaf Adjali : Les couleurs me servent pour exprimer mes sentiments et partager des créations artistiques. A l'âge de onze ans, j'ai commencé à faire la peinture sur le tissu et j'avais beaucoup de plaisir à terminer une œuvre malgré sa simplicité. Après avoir terminé mes études en interprétariat, j'ai travaillé durant dix ans en tant qu'interprète dans des sociétés étrangères. Mais ma passion pour les couleurs et tout ce qui est artisanat me fascinait toujours. En 2010, j'ai décidé d'arrêter le travail pour

me consacrer à l'art. J'ai commencé par ouvrir une boutique d'artisanat et d'objets de décoration avant de me consacrer complètement à la création artistique. Actuellement, je fais le dessin sur la toile, sur verre et sur céramique.

Qu'est-ce qui vous inspire le plus dans votre travail artistique ?

J'aime tout ce qui est beau surtout quand c'est fait à la main. Ainsi, j'aime réaliser des œuvres ayant un sens et un message. Dans mes œuvres, je suis beaucoup plus inspirée par mes origines. Mes ancêtres du côté de mon père sont d'Espagne et ceux du côté de ma mère sont Turcs.

Alors, les cultures de ces deux pays m'inspirent beaucoup ainsi que les œuvres de la période ottomane. La culture algérienne est présente dans mes œuvres à travers les dessins de la gandoura de Constantine. Je m'inspire aussi de la culture hindoue connue par les couleurs et les signes.

Quant à la peinture sur céramique, je m'inspire de la nature. D'ailleurs, vous pouvez constater

que j'utilise beaucoup le rouge, le noir et les couleurs de la terre.

Comment se déroule la commercialisation de vos œuvres ?

Actuellement, je travaille chez moi et je vends mes œuvres lors de ma participation aux différentes expositions collectives. La période d'été, on travaille très bien. En cette période de fêtes, les gens aiment offrir des cadeaux particuliers. Il y a aussi les émigrés qui viennent passer les vacances au pays ainsi que les étrangers, ils préfèrent des objets artisanaux de décoration comme souvenir. Le problème se pose durant la période hivernale quand la demande baisse.

Trouvez-vous que le client algérien connaît la valeur de vos œuvres ?

La vision des clients algériens n'est pas la même. Il y a des gens qui connaissent pas la valeur culturelle et historique de chaque produit. Ces gens-là ont des connaissances culturelles et sociales qui leur permettent de juger chaque œuvre. D'autres sont attirés par la beauté de l'objet et des couleurs utilisées. Cela



Ph. /A. Sahraoui/A.

n'empêche pas que j'explique la valeur sociale et culturelle de mes œuvres à tous mes clients.

Parlez-nous de vos projets d'avenir

J'ai plein de projets dans la tête mais ceux qui me tiennent à cœur sont l'ouverture d'un atelier où je réalise et vends mes objets. Je veux montrer mes capacités à réaliser des œuvres pleines de créativité et de beauté.

A. S.

Cinéma

Les projections en plein air reviennent à Alger

Le film documentaire «Algérie vue du ciel» du réalisateur français Yann Arthus Bertrand a été projeté en plein air lundi soir à l'esplanade de Ryadh el Feth en ouverture du cycle de projections «Ciné madina» pour la ville d'Alger.

Organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturelle (Aarc) en collaboration avec les directions de la culture des wilayas, cet événement se poursuivra jusqu'au 22 du mois en cours avec la projection de longs métrages algériens dont «Parfums d'Alger» de Rachid Benhadji, «Titi» de Khaled Barkat ou encore «Abdelkader» documentaire de Salem Brahimi.

Ce cycle qui vise à rapprocher le cinéma du grand public en investissant des lieux à forte fréquentation s'est déroulé dans de bonnes conditions de projection sur écran géant gonflable devant une centaine de spectateurs, des familles entières, dont la majorité se rend souvent dans ce lieu de détente.

87 mn durant, «Algérie vue du ciel» propose un voyage à travers l'Algérie sous le prisme des caméras haute définition embarquées sur hélicoptère offrant au spectateur des images époustouflantes de toutes les régions du pays commentées par Yazid Tizi.

Les villes de Constantine, Sétif, Oran et Tlemcen sont survolées par l'objectif de Yann Arthus Bertrand qui ira s'attarder à quelques mètres d'altitude des sites de Djemila, Timgad, les gorges du Roufi et la vallée du M'zab avant de s'engouffrer dans l'Oasis rouge, l'Ahaggar et le Tassili N'Ajjer des passages qui ont particulièrement ébloui les spectateurs. Cette initiative n'a pas manqué de raviver chez certains la nostalgie «des projections en plein air et des ciné-bus qui sillonnaient les quartiers de la capitale dans les années 1960 et 1970», confient des spectateurs, ravis de trouver des loisirs «plus instructifs et plus divertissants».

La ville d'Alger avait également accueilli la

caravane «Ciné plage», un cycle de projections cinématographiques en bord de mer qui s'est déroulé sur la plage de la localité de Bordj El Kiffan entre le 10 et le 17 août et qui a souffert de quelques insuffisances logistiques devant être assurées par la commune. Depuis le 20 juillet dernier les caravanes «Ciné Madina» et «Ciné Plage» ont organisé des cycles de projections en plein air dans six villes côtières et une trentaine d'autres villes de l'intérieur et du Sud du pays avec la programmation de cinq longs métrages de fiction et deux films documentaires.

Inauguré lundi soir à Alger, le cycle «Ciné Madina» se poursuivra jusqu'au 21 août à l'esplanade de Ryadh el feth avec encore au programme «Parfums d'Alger» de Rachid Benhadji, «Titi» de Khaled Barkat, «Harraga blues» de Moussa Haddad, «Le puits» de Lotfi Bouchouchi et «Abdelkader» documentaire de Salem Brahimi.

D.R.

Salon euro-méditerranéen des arts plastiques à Jijel

Une pléiade d'artistes au rendez-vous

Une pléiade d'artistes nationaux et étrangers est attendue à Jijel au 2^e salon euro-méditerranéen des arts plastiques prévu dans cette ville du 20 au 23 août prochain, a-t-on appris lundi des organisateurs de la manifestation. Le salon qui se tiendra au musée

Kotama, au centre-ville, réunira 26 artistes plasticiens d'Egypte, du Liban, de France, d'Espagne, d'Italie, du Portugal et de Tunisie, aux côtés de peintres algériens dont un bon nombre de la ville organisatrice, a-t-on indiqué. Cette manifestation culturelle, initiée par

la direction de wilaya de la culture et une association locale, permettra au grand public de découvrir la richesse et la diversité des arts plastiques d'un pays à un autre et d'une ville à une autre, ainsi que l'échange d'expériences entre les artistes.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de verdure Saïd-Mekbel de Riadh El Feth
Jusqu'au 27 août :
Festival international de la musique Diwane

Salle Ibn Zeydoun
21 août :

Soirée musicale animée par Samira Brahmia, Hamid Baroudi et une pléiade d'artistes algériens

Parking du Centre Commercial Ardis
Jusqu'au 31 août :

Cirque Amar propose des spectacles pour enfants et adultes

Théâtre plein air de Djemila (Sétif)

Jusqu'au 22 août :

Festival de la chanson arabe de Djemila

Librairie la Renaissance (Riad El Feth)

Jusqu'au 10 septembre de 9h à 20h :

En collaboration avec l'Office Riadh El Feth, la librairie la Renaissance organise une foire du livre, durant les vacances d'été. Cette foire vise un large public (médecine, littérature et technique, informatique, architecture, etc.) et est enrichie par des livres pour enfants (contes, livres d'activités et d'apprentissage, livres parascolaires pour tous les niveaux.

Complexe culturel Abdelwahab-Salim (Tipaza)

19 août :

Soirée artistique animée par Kader Barigou, Assila, Hamid Chaoui et Abdelwaheb Amamra.

La salle de cinéma Cosmos de Riadh el Feth
Jusqu'au 31 août :

Une double programmation filmique qui touchera deux publics, une pour les enfants et une autre pour les plus grands

Coup-franc direct



Coordination dites-vous ?

Par Mahfoud M.

Plus de trois mois après la soi-disant fin des travaux de réaménagement du stade du 5-Juillet, les responsables intervenant dans le secteur des sports n'arrivent pas à accorder leurs violons, puisqu'on est encore accroché au bon vouloir de la commission d'homologation des terrains pour voir si ce stade pourra abriter les prochains derbys algérois et autres grands matchs que ce soit ceux des clubs ou de l'équipe nationale. Comment l'ancien premier responsable du département des sports avait annoncé que le stade était prêt même pour recevoir les deux finalistes de la Coupe d'Algérie au mois de mai dernier, alors que celui-ci n'a pas été autorisé à abriter les derbys algérois de ce début de saison, après que des réserves ont été mises sur le plan sécuritaire sur le site ? Il est clair qu'il y a un dérèglement quelque part et que la coordination est quasiment absente entre les responsables des différents départements et autres institutions. Le président de la FAF, Raouraoua, avait raison donc de déplacer la finale de la Coupe qui était prévue au stade du 5-Juillet vers le stade Tchaker de Blida. En outre, ce dernier est aussi inquiet du fait que ce stade ne sera pas prêt pour accueillir les Verts pour les matchs amicaux et autres rencontres comptant pour les éliminatoires de la CAN 2017.

M. M.

19^e Championnat d'Afrique de boxe Les Algériens à pied d'œuvre à Casablanca

Les sélections algériennes de boxe seniors (messieurs et dames) sont arrivées lundi soir à Casablanca (Maroc) pour prendre part au 19^e championnat d'Afrique de boxe (messieurs) et le premier tournoi international féminin, prévus du 18 au 23 août au Complexe sportif Mohamed V. La délégation algérienne composée de 25 membres dont 14 athlètes (dix boxeurs et quatre filles), s'est dirigée au lieu de sa résidence, situé à l'Hôtel Casablanca où seront hébergés les représentants des différentes sélections présentes à cette compétition africaine. Pour la Fédération royale marocaine de boxe (FRMB), les championnats d'Afrique verront la participation de 107 boxeurs représentant 20 pays africains, entre autres, l'Algérie (10 boxeurs), le Botswana (8 boxeurs), Burkina Faso (2 boxeurs), Ghana (9 boxeurs), la Tunisie (5 boxeurs), Maurice (5 boxeurs) et le Maroc (10 boxeurs). Les pays annoncés à Casablanca sont : l'Egypte, Botswana, Burkina Faso, Tchad, Gabon, Ghana, Maurice, Mali, Soudan, Swaziland, Algérie, Tunisie,



Angola, Congo, Seychelles, Maroc, Togo, Ouganda, Côte d'Ivoire et Benin. Pour cette 19^e édition des championnats d'Afrique de boxe, les trois premiers pugilistes de chaque catégorie seront qualifiés pour les championnats du monde, prévus du 8 au 18 octobre à Doha (Qatar) qui sont, à leur tour, qualificatifs aux Jeux olympiques de Rio De Janeiro au Brésil 2016. De son côté, la sélection algérienne féminine (seniors), conduite par l'entraîneur Khaled Harima prendra part au premier tournoi international féminin de boxe qui verra la participation de 33 concurrentes représentant six nations: Afrique du Sud, Algérie, Egypte, Kenya, Nigeria, Tanzanie et Maroc.

Beach Volley

Tournoi international sur le parking du centre commercial Ardis



La Ligue de la wilaya d'Alger de volley-ball en partenariat avec l'APC de Mohammadia (Alger), la direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger (DJSL) et avec le concours de Mobilis ; Ital-Crem et Tenery organise un grand tournoi de beach-volley masculin (2x2) pour la première fois du 20 au 27 août 2015 sur le parking du centre commercial Ardis, dans la commune de Mohammadia (Alger). Cette manifestation sportive sera scindée en deux (2) phases ; la première avec le Tournoi open du 20 au 25 août 2015 entre 18h00 -23h30 et qui sera en quelque sorte une simulation pour préparer convenablement la deuxième phase qui est la 4^{ème} édition du traditionnel tournoi international de Beach-volley messieurs (2x2) prévu les 26 et 27 août 2015 entre 09h00 -23h30 sur le même site de compétition (Ardis). Cette édition 2015 verra la participation outre des joueurs algériens, des paires de volleyeurs de France ; Belgique ; Tunisie ; Egypte ; Maroc ; Lybie ; Portugal ; Maroc et Palestine .. Ce genre de compétition entre dans le cadre de développement de la discipline volley-ball sur sable admise aux Jeux olympique en 1996 à Atlanta (USA), qui est vite devenue populaire, les athlètes doivent prendre en compte trois autres variables : le sable, le soleil et le vent.

Nacer Mustapha

Discipline Le CRB et le MCA sanctionnés

■Après l'échange de jets de fumigènes entre les galeries du CR Belouizdad et le Mouloudia d'Alger respectivement lors du premier derby algérois qui a opposé les deux formations lors de la première journée de la Ligue 1, la commission de discipline de la LFP a décidé de réagir énergiquement et sanctionner les deux clubs, comme le stipule la réglementation.

Par Mahfoud M.

Ainsi, les deux clubs ont écopé de deux matchs à huis clos dont un avec suris. En plus, les deux équipes écopent d'une amende de 200 000 DA et d'une mise en garde.

C'est une sanction logique pour les deux formations quand on sait que les responsables de tous les clubs sont au courant de ce que prévoit la réglementation sur le jet de fumigènes et autres produits pyrotechniques qui peuvent s'avérer très dangereux et qui peuvent engendrer des incidents très graves qui peuvent endeuiller des familles même. Il faut savoir qu'il y a eu par le passé



Le Mouloudia jouera son premier match à huis clos

des cas de décès suite au jet de ce genre de fumigènes qui sont utilisés par les fans, non seulement pour fêter l'exploit de leur équipes favorites mais aussi comme «arme» surtout qu'ils les lancent vers les gradins de la galerie adverse comme cela a été le cas lors de ce match entre les deux formations algéroises.

Il est temps donc que les supporters prennent conscience que cela ne peut durer et qu'il ne s'agit plus d'un jeu surtout quand on sait que la violence est devenue monnaie courante dans nos enceintes sportives qui sont devenues de véritables arènes. La LFP a décidé à passer l'action et renforcer les mesures

coercitives puisque le président, Mahfoud Kerbadj, a révélé tout récemment que tout club récidiviste qui sera sanctionné par le huis clos à trois reprises verra cette sanction étendue jusqu'à la fin de la saison.

Le phénomène est devenu trop important pour fermer l'œil maintenant surtout que rien n'est fait du côté des organisateurs dans les stades pour mieux contrôler la situation et appliquer des règles strictes quand au contrôle de l'entrée des supporters qui peuvent faire rentrer ce genre de produits dangereux sans être inquiété par qui que ce soit.

M. M.

Ligue 1 Mobilis de football 22 joueurs étrangers engagés

Vingt deux (22) joueurs étrangers ont été recensés dans le championnat de Ligue 1 Mobilis de football pour la saison 2015-2016, dont le coup d'envoi a été donné le week-end dernier, selon les effectifs des 16 clubs formant la Ligue 1 dévoilés par la Ligue de football professionnel (LFP).

Douze (12) clubs détiennent au sein de leur effectif au moins un joueur étranger, alors que les formations du NA Hussein Dey, du RC Arbaâ, de l'ASM Oran, et de l'USM Harrach, n'ont aucun élément étranger. Le Cameroun est le pays le plus représenté avec 5 joueurs, suivi de Madagascar et de la Côte d'Ivoire avec trois éléments, puis le Burkina Faso avec deux joueurs.

La Mauritanie, la Libye, le Congo, le Mali, la Guinée, la République centrafricaine, l'Ethiopie, et le Bénin ont placé chacun un seul joueur. Le



milieu offensif brésilien du MC Alger, Roberson, est le seul joueur évoluant en Ligue 1 hors du continent africain. Durant l'intersaison, 19 joueurs ont rejoint le championnat national de l'étranger à l'image de l'ancien international algérien Mourad Meghni (CS Constantine) et Amir Sayoud (DRB Tadjenanet).

Le bureau fédéral de la FAF réuni samedi 25 juillet en session ordinaire,

a décidé d'interdire le recrutement des joueurs étrangers dans les clubs professionnels à partir du prochain mercato (hiver). Cette décision a été prise «compte tenu des difficultés financières et de l'impossibilité d'obtenir des devises légalement pour payer les salaires, indemnités de formation et de solidarité des joueurs étrangers», a expliqué le bureau fédéral, qui a déploré aussi dans ce registre «les agissements de certains agents de joueurs et autres acteurs du football peu scrupuleux».

Néanmoins, les joueurs disposant d'un contrat pourront jouer jusqu'à la fin de leur engagement avec leur club, a précisé la même source.

Le président de la FAF Mohamed Raouraoua a rassuré vendredi dernier que cette décision serait levée «à la présence d'un climat adéquat» relatif au recrutement d'un joueur étranger.

Afrobasket 2015

Chebani avoue que le stage d'Istanbul a été bénéfique

Le stage pré-compétitif effectué du 4 au 14 août par l'équipe nationale algérienne de basket-ball à Istanbul (Turquie) a été bénéfique sur tous les plans à deux jours du début du 28^e championnat d'Afrique des nations à Tunis (19-30 août), a estimé lundi à Alger, l'entraîneur-adjoint du cinq national, Toufik Chebani.

«Nous avons effectué un bon stage en Turquie, où nous devons livrer trois matchs amicaux contre le Mozambique et la Tunisie. Finalement, nous en avons joué deux seulement, devant le Mozambique (victoire : 74-58) et la Tunisie (défaite : 62-67). Pour le 3^e match, les Mozambicains nous ont fait faux



bond», a indiqué à, le membre du staff technique national. Concernant l'effectif retenu pour le voyage tunisien, Chebani s'est montré satisfait de la disponibilité de tous les joueurs y compris ceux évoluant en France, dont le pivot Cheriet Mehdi, rassuré sur son état de santé par son médecin à qui il a rendu visite en France, juste après le début du stage turc.

«Heureusement que l'effectif est au complet, tous les joueurs ont répondu présent dont Cheriet qui nous a rejoints hier dimanche à Alger. Maintenant, nous sommes concentrés sur le premier match de l'Afrobasket prévu jeudi face au Zimbabwe», a-t-il ajouté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Témoignage d'un massacre préhistorique

Découverte de 26 squelettes humains

UNE FOSSE contenant au moins vingt-six squelettes humains dont ceux de dix jeunes enfants, découverte en Allemagne, constitue le dernier témoignage d'un massacre de masse il y a 7 000 ans en Europe Centrale, selon une étude. Cette découverte tend à confirmer que ces tueries étaient assez communes au début du Néolithique parmi les populations de la culture dite de la Céramique Linéaire (Linearbandkeramik), des agriculteurs et éleveurs, dans le centre de l'Europe, selon ces travaux publiés lundi dans les Comptes rendus de l'Académie nationale américaine des sciences (PNAS). Plusieurs autres sites archéologiques mis au jour avant cette dernière découverte témoignaient déjà de tels massacres à cette époque en Europe. Mais pour certains scientifiques leur nombre est trop limité pour conclure qu'ils étaient fréquents au début du Néolithique en Europe. Cette dernière tombe a été mise au jour en 2006 à Schöneck-Kilianstädten, en Allemagne, à l'occasion de la construction d'une route et les restes humains et autres objets retrouvés ont été analysés par des archéologues de l'université de Mayence, en Allemagne, conduits par Christian Meyer. La disposition des restes des vingt-six personnes au moins retrouvées dans cette fosse indique que les victimes n'ont pas eu de sépulture avec les rites funéraires habituels de cette époque dans la culture de ces peuples de la préhistoire, soulignent les chercheurs. R. I.

Migrants asphyxiés en Méditerranée

Huit passeurs arrêtés

LES AUTORITÉS italiennes ont annoncé hier avoir arrêté huit passeurs présumés parmi les passagers de l'embarcation sur laquelle 49 migrants, maintenus à coups de pied et de poing dans la cale, sont morts asphyxiés samedi. S'appuyant sur les «témoignages concordants» de nombreux survivants, et en particulier de proches des victimes, les enquêteurs «ont identifié un Marocain de 20 ans comme le capitaine de cette barque de 13 mètres de long sur laquelle étaient entassés 362 personnes», ont indiqué ces mêmes sources. Les sept autres responsables étaient chargés de maintenir l'ordre, et en particulier d'empêcher la cinquantaine de passagers de la cale de monter sur le pont, un mouvement risquant de faire chavirer toute l'embarcation. Ils ont frappé «à coups de poing, de pied, de bâton et de ceinture sur la tête de ceux qui essayaient de trouver un peu d'air» et «d'avoir une chance de survivre», a expliqué en conférence de presse Michelangelo Patané, procureur adjoint de Catane, en Sicile, où les survivants et les cadavres sont arrivés lundi. F.T.

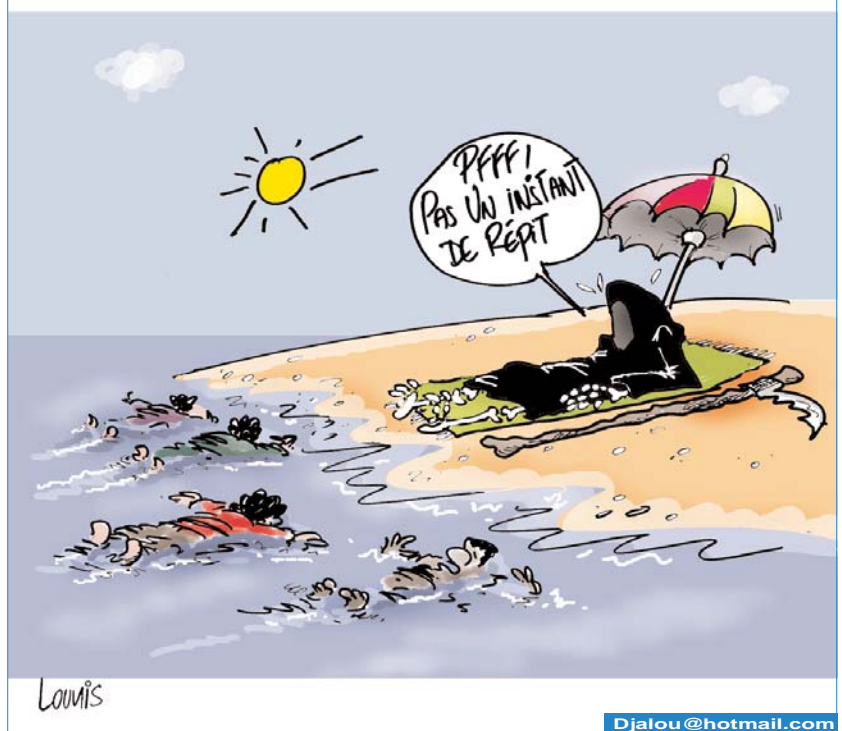
Coupable d'une agression envers une femme

L'acteur d'«Into the Wild», Emile Hirsch, derrière les barreaux

IL A CONNU une fin terrible dans le film *Into the Wild*, mais la réalité n'est pas toute rose non plus. Emile Hirsch, l'acteur de 30 ans qui interprétait un rôle de vagabond dans le film de Sean Penn en 2008, a été envoyé derrière les barreaux hier, reconnu coupable d'une agression envers une cadre de Paramount Pictures, lors du festival de Sundance 2015. Les faits remontent au 25 janvier dernier. Lors d'une soirée au club Tao à Park City (Utah), en marge du festival du cinéma indépendant du Sundance, Emile Hirsch aurait violemment agressé Daniele Bernfield, une cadre de Paramount Pictures. Selon la police, l'acteur aurait attrapé la femme à la gorge avant de la jeter sur une table de l'établissement, puis sur le sol. Si à l'époque, l'acteur aurait reconnu avoir bu «trois ou quatre verres», les autorités ont expliqué qu'il était ivre et prenait également des médicaments. «Je sais que c'était vraiment mal et irresponsable», a déclaré Emile Hirsch, qui ne se souvient plus de l'agression, en ajoutant : «Je n'ai aucune excuse (...) C'est moi qui ai pris ces substances chimiques». Après avoir exprimé ses excuses et être passé par la case cure de désintoxication début 2015, Emile Hirsch a finalement écoppé de 15 jours de prison, 4 750 dollars d'amende et 50 heures de travaux d'intérêt général. Un verdict qui ne satisfait pas la victime, Daniele Bernfield. R.G./Agences



DES MILLIERS DE MIGRANTS TENTENT DE GAGNER CLANDESTINEMENT L'EUROPE



Djalou@hotmail.com

Cybercriminalité

Un facebookeur placé sous mandat à Boumerdès

■ Dans le cadre de la lutte contre le crime et la criminalité sous toutes ses formes, les policiers de la section chargée de la cybercriminalité ont traité, depuis le début de l'année 2015, pas moins de 11 affaires, indique un communiqué de la direction de sûreté de la wilaya de Boumerdès.

Par A. Kichni

Selon ce dernier, outre les menaces à travers le réseau Internet, certains (facebookeurs) publient des photos de personnes, notamment de jeunes filles, sans autorisation pour leur porter préjudice. La dernière affaire a été traitée suite à une plainte déposée par un individu

âgé de 32 ans habitant la ville de Boudouaou qui a reçu des menaces à partir d'un compte électronique «Facebook». Les recherches et les investigations ont permis aux enquêteurs d'identifier l'auteur. Il s'agit d'un jeune mineur âgé de 17 ans qui se faisait passer pour une femme en vue de faire chanter ses victimes. Il a été appréhendé

et soumis à un interrogatoire, en présence de son père qui l'accompagnait. Le facebookeur a reconnu les faits qui lui sont reprochés. Déféré au parquet, la mise en cause a été placée sous mandat de dépôt au centre de rééducation de Tidjelabine par le procureur de la République près le tribunal de Boudouaou. A.K.

Ils ont tenu hier deux sit-in devant la wilaya de Bouira

Des centaines de citoyens réclament des logements

Plus de 100 citoyens, des jeunes pour la plupart, ont observé hier matin deux sit-in devant les sièges de la daïra et de la wilaya de Bouira pour réclamer l'accélération des travaux de réalisation et d'attribution des logements sociaux qu'ils attendent, selon eux, depuis plusieurs mois. Devant le siège de la daïra, ils étaient près de 90 personnes de la ville de Bouira, habitant dans des haouchs et de vieilles maisons, à se rassembler pour dénoncer «les lenteurs dans la réalisation et l'attribution de logements, dont les travaux ont été lancés depuis plusieurs mois», selon les protestataires. «Jusqu'à quand allons-nous attendre l'attribution des logements ? Nous voulons que les responsables locaux mettent la pression sur les entreprises réalisatrices afin qu'elles respectent les délais», a protesté

un groupe de jeunes citoyens habitant la Cité évolutive de la ville, où les constructions remontant à l'ère coloniale menacent ruine. En présence des services de la police, certains manifestants ont tenté de pénétrer à l'intérieur du siège de la daïra en vue de rencontrer un des responsables concernés par le dossier de logement. «Le chef de daïra est absent aujourd'hui pour des raisons exceptionnelles, et dès qu'il reprendra (le travail), il va recevoir les protestataires et examiner avec eux leurs besoins», a expliqué à la presse le secrétaire général par intérim de la daïra, Rahmi Rédha. Un sit-in similaire a eu lieu, également dans la matinée, devant le siège de la wilaya, où plus de 20 citoyens d'Ain Bessam bénéficiaires du programme «AADL 2» qui se sont déjà acquittés des redevances

de la première tranche, se sont rassemblés pour réclamer le logement. Ces protestataires dénoncent le retard enregistré dans le lancement des travaux de réalisation des logements à Ain Bessam. «Nous avons payé déjà notre première tranche pour le programme de logement AADL 2, mais les travaux ne sont pas encore lancés et le terrain n'est pas encore désigné», a expliqué un manifestant. Des représentants des manifestants ont été reçus par un responsable de la wilaya qui leur a expliqué que les études sont achevées et que les travaux allaient démarrer incessamment, tout en précisant que le terrain choisi auparavant pour la construction des logements AADL à Ain Bessam n'avait pas été validé par le ministère du secteur vu que le site est une terre agricole. N.T./APS